TRIBUNE
HEBDOMADAIRE PSU DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Spécial Grenoble

Numéro 285
7 mai 1966
Pages 5 à 8

L'ESPRIT DE GRENOBLE :

priorité au programme commun

Samedi et dimanche à Grenoble plus de cinq cents hommes de Gauche, responsables de partis politiques, militants syndicalistes, animateurs de clubs se sont rencontrés pour travailler. Dans la salle du Théâtre municipal, il n'y a eu pendant ces deux longues journées ni spectacle ni vedettes.

Tous les participants, venus des quatre coins de France, étaient animés du même souci d'éviter à tout prix la démagogie, l'autosatisfaction pour attaquer les problèmes de front sans la moindre complaisance. L'expression « gauche nouvelle », si souvent dispensée à tort, a pris à Grenoble tout son sens : une gauche qui a le courage de démythifier et de démystifier, une

Gauche qui sait que le pays ne lui fera confiance que dans la mesure où elle apportera des solutions, des réponses, en un mot : un programme.

La séance d'ouverture, présidée par le docteur Salomon (Débat communiste) fut consacrée à la présentation des trois rapports introductifs. Après un exposé inaugural de Serge Mallet, Maurice Duverger parla de «La démocratie dans l'Etat socialiste» et Pierre Lavau du « Plan et du marché en économie socialiste » et Georges Servet des « Voies de passage au socialisme ». (Nous avons publié ces rapports dans le numéro 284 de « T. S.)

L'après-midi de samedi fut l'occasion d'une discussion générale en assemblée plénière présidée par Claude Bernardin (Cercle Tocqueville). Six commissions travaillèrent ensuite sur les rapports jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Dimanche matin les rapporteurs vinrent présenter les conclusions des commissions et la discussion générale se poursuivit sous la présidence de Pierre Bérégovoy (P.S.U.).

En fin d'après-midi, la présidence fut confiée à Pierre Mendès France assisté de Marcel Gonin (C.F.D.T.), Robert Cottave (F.O.) et Bernard Schreiner (ancien président de l'U.N.E.F.) et des membres du Comité d'Initiative. Les conclusions du colloque furent présentées par Serge Mallet et Pierre Mendès France prononça le discours de clôture et donna lecture de la déclaration finale.

Nous nous plaisons à signaler ici l'excellence organisation de la rencontre (accueil des congressistes, distribution en temps record des analytiques de chaque intervention, parfaite tenue des débats). Il faut en remercier l'équipe de préparation et les camarades de Grenoble qui en ont assuré la réalisation matérielle.

Nous ne publions dans ces pages que quelques extraits des principales interventions, le compte rendu intégral des débats exigerait deux gros, volumes. !

Gérard Carreyrou

Les interventions

M. Hubert DUBEBOUT, maire de Grenoble, souhaite la bienvenue aux participants de la rencontre et déclare :

« Les préoccupations de la mairie se concentrent sur des problèmes financiers concrets et immédiats, mais je pense qu'ils rejoindront un jour ou l'autre les hautes préoccupations de notre colloque.

Vous connaissez toutes les circonstances de la formation du G.A.M., et mon expérience restreinte de la vie politique. Mais dans le milieu que je représente on se plaint volontiers du manque de réalisme de la gauche. On a rencontré trop de déceptions devant des problèmes concrets.

Nous nous heurtons souvent à Paris à quelque chose d'anonyme, sans savoir s'il s'agit du pouvoir ou de l'administration.

Le même danger subsiste dans vos rapports. L'État socialiste concentre tous les pou-voirs, politiques et économiques, vous rencontrez le risque très grave de l'Etat tentaculaire.

Le colloque doit se préoccuper des grands problèmes, mais ses travaux doivent se traduire en résultats concrets, même pour la province.

La rénovation de la vie politique doit partir des collectivités locales, c'est là que vous trouverez vos cadres. »

Serge MALLET intervient ensuite au nom du Comité d'initiative de la rencontre :

« Les hommes qui ont pris l'initiative de ce colloque sont ceux qui, depuis des années, luttent pour adapter la pratique et l'action politique de la gauche aux réalités de la France moderne. De leur étude, ils n'ont pas tiré la conclusion qu'il fallait jeter le socialisme par-dessus bord. Au contraire.

Certes, le capitalisme moderne a, au cours des vingt dernières années, considérablement évolué. Mais c'est qu'il a dû tenir compte, d'une part, de la pression de plus en plus forte qu'opéraient sur le régime économique et politique les couches organisées de la classe exploitée pour reculer les limites de l'exploitation, d'autre part, des contraintes que lui créait le développement des forces productives elles-mêmes et que les mécanismes classiques de la libre entreprise et du profit individuel comme moteur de l'économie ne pouvaient suffire à contrôler.

Mais les limites du néo-capitalisme restent définies par le caractère général d'une société dont le profit reste la loi suprême.

En même temps que les limites du néo-capitalisme apparaissent mieux sur le plan économique, le développement de la technologie et de la qualification culturelle et technique des masses renforcent chez celles-ci la volonté de participer aux décisions qui les concernent, à tous les niveaux de cette décision. Or, le néo-capitalisme maintient dans le domaine économique des structures autoritaires de décision et est en train de transférer celles-ci à un domaine politique.

La société néo-capitaliste ne satisfait ainsi aucun des principaux besoins psychologiques de l'homme, de ceux sur lesquels se fondent la liberté humaine, le besoin de sécurité pour lui, sa famille et ses semblables ; le besoin de participation consciente et libre aux actes par lesquels il réalise sa vie.

— Le caractère réactionnaire du gaullisme n'est pas dans l'étouffement relatif des libertés fondamentales de la démocratie louis-philipparde ; il est dans l'édification d'une société technocratique où toutes les décisions qui concernent les hommes échappent à leur contrôle parce que, au nom de l'efficacité technique, on transforme les producteurs en robots et les citoyens en consommateurs passifs.

— Il n'est pas vrai que nous ferons des citoyens conscients avec des producteurs qui se désintéressent de la gestion de leurs entreprises.

— Il n'est pas vrai que nous passionnerons les Français contre « le pouvoir personnel » si nous les habituons à abandonner à d'autres qu'à leurs mandataires directs la gestion de leurs groupes d'habitation, de leurs écoles, de leurs centres commerciaux, de leurs usines.

— Il n'est pas vrai que nous amènerons à s'intéresser à la vie politique des gens qui n'auront pas une conscience claire de ce que signifient pour leur vie quotidienne les décisions macro-économiques qui modèlent aujourd'hui leur avenir pour vingt-cinq ans — qui subiront passivement la ville que leur aura bâtie la spéculation immobilière, les intérêts des industriels.

— Il n'est pas vrai que nous ferons des militants soucieux de prendre en charge la société si bous leur expliquons qu'il faut laisser aux grands de ce monde le choix de notre destin national ou continental !

Les dernières semaines ont prouvé que c'était nous les réalistes. Nous les hommes du programme à long terme, les hommes de la contestation rationnelle du néo-capitalisme. L'unité n'est pas une panacée en sol. L'unité n'est qu'un outil au service d'une stratégie commune, d'une politique commune.

Il ne s'agit pas de réclamer le pouvoir. Encore faut-il expliquer ce que nous voulons en faire.

« L'esprit de Grenoble », c'est cela. Peu nous importe d'être ou non fidèles à un rituel, au vieux langage... La phraséologie de gauche a trop souvent couvert les pires pratiques opportunistes pour qu'elle soit encore opérable.

En élaborant son programme, la gauche s'amputera sans doute de certains éléments parlementaires, d'une fraction d'électeurs qui se croient de gauche par tradition tout en soutenant les positions les plus réactionnaires. Mais elle y gagnera la grande masse de la jeunesse, celle des usines et des bureaux d'études, celle des universités et celle des campagnes avides de progrès technique et de progrès social, mais lasse des mots d'ordre vides et des revendications rhétoriques.

Nous ne faisons pas l'affront, nous, de croire cette jeunesse incapable de se pencher sur les problèmes complexes de la société moderne. Nous ne faisons pas l'affront de la croire résignée à la perte de sa liberté dans le cliquetis des chromes des automobiles de prestige. Et nous ne lui offrirons pas de porte-clés, mais dans la réflexion, l'initiative, le sens de la responsabilité.

Serge MALLET donne ensuite la parole à Maurice DUVERGER, Pierre LAVAU et Georges SERVET qui présentent les trois rapports sur la démocratie dans l'État socialiste, la planification et le marché dans l'Etat socialiste, les voies de passage au socialisme, rapports que nous avons analysé dans notre précédent numéro.

Dès l'ouverture de la séance plénière de samedi après-midi, la parole est donnée à P. Mendès-France. Celui-ci déclare :

« Le colloque de Grenoble est plus important par la nature de la tentative qui est entreprise et qui devra se poursuivre que par le contenu même.

Depuis une génération, la gauche paraît impuissante à renouveler sa pensée, ses volontés et son programme face aux nouvelles situations. Dès lors, et instinctivement, les masses, affrontées à des problèmes difficiles, ont ressenti et jugé sévèrement la faiblesse des partis de gauche qui tantôt répétaient des formules ou des dogmes périmés, tantôt improvisaient des décisions empiriques au hasard des circonstances et des facilités parlementaires ou électorales.

Si la droite peut se contenter de pragmatisme ou d'opportunisme, parce qu'elle est seulement gestionnaire, la gauche, qui veut supprimer les inégalités, et surtout les inégalités héréditaires, et promouvoir une amélioration globale au profit du plus grand nombre, la gauche doit avoir un programme moderne et ne peut se contenter de positions démagogiques, sommaires et non adaptées aux réalités du XXe siècle. Pour cela, un travail de préparation sérieux est nécessaire

(analyse, connaissance des obstacles, des possibilités et des limites) .

C'est pourquoi l'étude de ce que devra être un gouvernement de gauche doit se poursuivre à la suite de ces deux jours. Et si le pays apprend que nous nous sommes mis au travail pour mettre au point une charte précise, un engagement solide, alors apparaîtra l'alternative nécessaire entre le régime d'aujourd'hui et cet espoir nouveau que nous aurons contribué à faire naître.

L'entreprise doit réussir si l'union et la coopération ne sont pas des compromis au sommet, des arrangements purement électoraux, donc éphémères, mais traduisent un engagement clair pour une action définie.

Pour situer les poteaux des frontières, il n'y a qu'un critère : celui du programme. Aucune ségrégation ne serait admissible si elle conduisait à repousser des concours et des accords qui peuvent être indispensables à la réalisation d'une politique jugée salutaire.

A l'inverse, aucune alliance ne serait justifiable si elle associait des hommes ou des partis dont on saurait d'avance qu'ils n'ont pu souscrire aux mêmes engagements devant le pays.

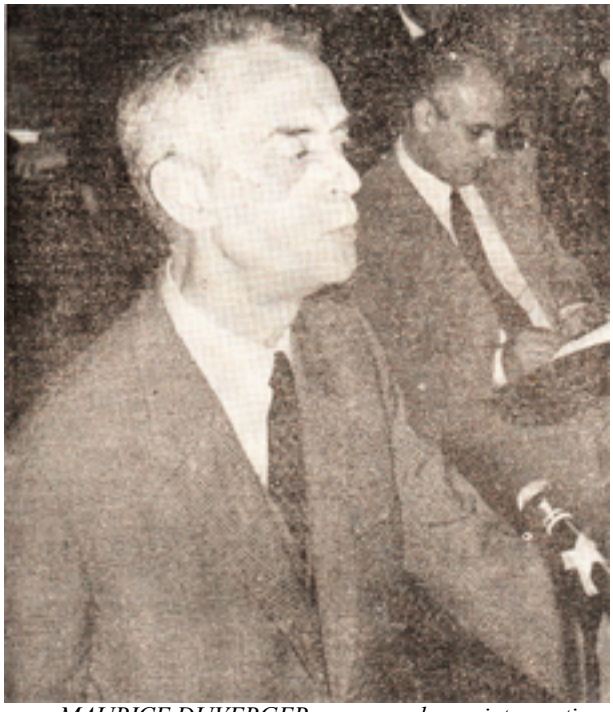
Définissant la démocratie comme la « *participation de tout citoyen à la vie publique* », Pierre Mendès-France estime que le rapport de M. Duverger avait trop sacrifié et négligé, paraissant vider la participation et le débat politique des enjeux essentiels. La vie politique se résumerait peu à peu à l'élection du chef de l'État, sans que le programme joue un rôle décisif. Peu à peu, on risquerait de voir la lutte politique remplacée par l'alternance au pouvoir de deux partis presque semblables. Le pays n'aurait pratiquement plus de décisions fondamentales à prendre, celles-ci restant aux mains de professionnels et de spécialistes.

Il faut, au contraire, que le pays soit toujours associé avant et pendant l'action afin qu'il n'y ait ni citoyens passifs, impuissants et indifférents, ni élus responsables coupés de la base.

Le progrès de l'avenir exige discipline de la gauche, patience et sacrifices. Il exige l'alliance de tous ceux qui veulent préparer pour demain une action démocratique et humaniste pour tirer parti des immenses virtualités du XXe siècle.

Tout doit être mis en œuvre pour que le travail de ces deux jours soit poursuivi afin de construire les éléments de notre contrat pour l'avenir.

Il faut faire apparaître au grand jour une volonté bien définie au service d'un programme compréhensible pour tous, mobilisateur pour les jeunes. Ainsi renaîtra une vie démocratique nouvelle, gage, promesse et certitude des redressements et progrès de demain. »



MAURICE DUVERGER, au cours de son intervention sur « la démocratie dans l'État socialiste ».

Alfred SAUVY, professeur au Collège de France :

« Depuis 1924, cinq Chambres ont été élues sur la gauche. Chaque fois, dans un délai de deux ans, la majorité a changé ; en effet, la droite n'a pas besoin de technique, elle laisse jouer à son profit les mécanismes qui, momentanément perturbés, reviennent naturellement à leur place :

Deux solutions s'offrent à nous :

- ou tout faire sauter,
- ou étudier les mécanismes qui sont une force dans le pays. On a critiqué la technocratie parce qu'on n'a pas pris en considération les questions techniques. Il ne faut pas critiquer les hommes technocrates, mais leurs dires. »

Michel PHLIPONNEAU, président du club Bretagne et Démocratie, insiste plus particulièrement sur les problèmes des régions et déclare :

« Les régions sont spécialement intéressées par les investissements généraux. Il nous a semblé que les rapports sous-estimaient les possibilités qu'offrirait une autre politique militaire pour développer les investissements collectifs tout en respectant la stabilité monétaire.

Un deuxième point développé dans le rapport sur le Plan et le Marché tient au principe de la vérité des prix qui permet de respecter la compétitivité d'ensemble de l'économie. Les régions actuellement sous-développées sont parfaitement d'accord pour qu'on respecte ce principe à condition que cette vérité soit globale.

Ils ont participé à la rencontre

Des membres du P.S.U. : **Jean Arthuys, Achille Auban, Colette Audry, André Barthélémy, Pierre Bérégovoy, Paul Bosc, Georges Boulloud, Claude Bourdet, Gérard Constant, Michel de la Fournière, J.-M. Faivre, Georges Gontcharoff, Christian Guerche, André Hauriou, Marc Heurgon, Philippe Laubreaux, Henri Longeot, Serge Mallet, Pierre Marchi, Gilles Martinet, Alexandre Montariol, Pierre Mendès-France, Harris Puisais, Paul Parizot, Georges Servet, Pierre Stibbe, Robert Verdier, Jean Verlhac, David Weill, Jean-François Pertus (E.S.U.).**

Des membres de la S.F.I.O. : **Georges Brutelle, Gérard Jaquet, Roger Quilliot, Francis Leenhard.**

Des membres de la Convention des Institutions Républicaines : **Georges Beauchamp, Claude Estier, Marie-Thérèse Eyquem, Alain Gourdon, Marc Paillet.**

Des membres de divers clubs, associations, syndicats : **• Démocratie nouvelle : Jean-François Armogathe. • Bretagne et démocratie : Michel Phliponneau. • Technique et démocratie : Jean Barets. • Socialisme et démocratie : Alain Savary.**

• Cercle Tocqueville (Lyon) : Claude Bernardin, Robert Butheau, Michel Freyssenet. • Club Jean-Moulin : José Bidegain, Robert Fossaert, Claude Neuschwander, Jacques Pomonti. • Citoyens 60 : Pierre Lavau, Gérard Dezille, Christian Join-Lambert.

• République moderne et socialisme : Paul-André Falcoz, Roger Humbert. • Débat communiste : Jean Chaintron, Pierre Mania, Jean Noaro, André Salomon. • Centre des Jeunes Médecins : Guy Caro. • Association Jeunes Cadres : Jacques-Antoine Gau. • Centre National des Jeunes Agriculteurs : Vincent Gaulmier. • C.F.D.T. : René Bonety, Marcel Gonin, André Jeanson, Edmond Maire. • F.O. : Robert Cottave. • C.G.T.: Pierre Le Brun. • S.G.E.N. : Claude Bouret, Paul Vignaux.

Autres personnalités : **Jean Bénard (professeur à la Faculté de droit de Poitiers), Maurice Bertrand (« Courrier de la République »), Alvarez-Julio Del Vayo (écrivain), Jean-Marie Domenach (directeur de la revue « Esprit »), Hubert Dubedout (maire de Grenoble), Maurice Duverger (professeur à la Faculté de droit de Paris), Pierre Ferrand (ancien député), Georges Fillioud (journaliste), Claude Gault (rédacteur en chef adjoint de « Témoignage Chrétien »), Lucien Goldman (professeur), Annie Kriegel (professeur à la faculté de Nancy), Bernard Lambert (agriculteur, ancien député), Henri Lefebvre (professeur à la Faculté des lettres de Nanterre), Jacques Lochard (secrétaire général de « Christianisme social»), Martine Michelland (ex-présidente de la M.N.E.F.), André Philip (professeur à la Faculté de droit de Paris), Jean Rous (« Unité africaine », journaliste), Alfred Sauvy (professeur au Collège de France), Bernard Schreiner (président d'honneur de l'U.N.E.F.).**

N.B. — Cette liste ne peut prétendre, faute de place, être exhaustive. Nous nous excusons à l'avance auprès de ceux qui n'ont pu être cités.

Le problème des investissement; étrangers présente un grand intérêt pour les régions. Dans le cadre du Marché commun, il serait illusoire de chercher à interdire à ces investissements de s'implanter en France. Beaucoup de régions ont d'ailleurs besoin de ces apports d'industries modernes, afin d'améliorer la situation de l'emploi, le niveau des salaires et d'inciter les entreprises locales à s'adapter, mais naturellement le contrôle de ces investissements étrangers devrait être extrêmement rigoureux

En fait, les responsables régionaux se rendent compte qu'avec le système capitaliste actuel, le pouvoir de décision, de commandement échappe de plus en plus à la région et passe à des états-majors anonymes. La colonisation de l'agriculture, avec l'intégration réalisée par des grandes firmes extérieures à la région se réalise en particulier à un rythme accéléré. »

Marc PAILLET (Convention: des institutions républicaines) monte à la tribune pour apporter le message de François Mitterrand :

« Je suis chargé de vous apporter le salut de François Mitterrand à qui vient d'être confié, par le comité exécutif de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste, le soin de mettre sur pied sous sa responsabilité et de diriger l'équipe formatrice du contre gouvernement.

François Mitterrand m'a indiqué qu'il apprécie comme positifs les efforts qui sont accomplis ici, comme, d'une manière générale, tout ce qui peut

contribuer au renforcement de l'unité de la gauche et à l'élaboration des idées créatrices qui inspireront l'urgent et indispensable programme de gouvernement. L'unité des forces républicaines de progrès a été l'un des ressorts essentiels de l'action qu'il convient de mener. Dans le domaine de l'élaboration du programme, donc dans celui de la préparation du combat électoral et de la mise au point du gouvernement de progrès, des pas en avant décisifs sont actuellement accomplis. Cette convergence des efforts doit être maintenue et renforcée, et la représentation de la convention des institutions républicaines à cette rencontre n'a pas d'autre sens. »

André PHILIP caractérise la rencontre en posant la question :

« Qu'est-ce que le socialisme, sinon un choix de chacun de se trouver du côté des hommes les plus opprimés, les plus humiliés, les plus offensés ?

Cet esprit de corps à corps avec les problèmes du monde actuel est véritablement exprimé dans les rapports du colloque.

Ces rapports montrent bien qu'on ne peut aller très bien dans le socialisme en restant dans un cadre national, mais l'Europe ne doit pas être un Marché commun, elle doit être une communauté économique.

De là, la nécessité de créer en Europe un pouvoir supranational de politique économique, interlocuteur valable face aux États-Unis, afin de construire peu à peu « une interdépendance égalitaire ».

Nous ne demandons .pas une Europe socialiste, mais qu'on n'y barre pas l'avenir au socialisme. Il faut pour cela une Europe où la politique économique soit coordonnée et où existe un minimum de planification. »

Gilles MARTINET, secrétaire général adjoint du P.S.U. définit les cinq principes dont doit s'inspirer une politique socialiste :

« Tout le monde semble d'accord pour dire que le programme actuel de la gauche devrait comporter un nombre plus ou moins limité de nationalisations. Mais pourquoi cette limite ? Selon les uns, il ne serait pas sage, selon les autres, il serait indifférent d'aller plus loin. Sage ou indifférent, ce n'est pas la même chose. Car, dans un cas, on retient l'idée que le socialisme tend à mettre progressivement fin à l'appropriation des moyens de production (qui est en contradiction avec le caractère de plus en plus social de cette production) ; dans l'autre, on conteste que ce soit là une question fondamentale et, à mon avis, on remet en cause toute la signification historique du socialisme.

Lorsque nous discutons du degré de socialisation qui peut être atteint dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche en France, il faut nous référer à deux critères : 1°) celui des socialisations nécessaires pour faire pencher définitivement l'équilibre en faveur des forces socialistes ; 2°) celui des nationalisations possibles, compte tenu des réalités économiques comme des capacités de direction et d'encadrement.

Au lieu de nous contenter, comme jadis, d'envisager la nationalisation de certaines branches, nous devrions chercher à imposer la formation de grands ensembles économiques contrôlés par le secteur public.

Cela ne se fera pas dans le cadre d'une politique dominée par la préoccupation étroite du marché. Je m'étonne de voir des hommes qui se réclament du socialisme parler de construire celui-ci dans le cadre d'une économie de marché. Sans doute, le marché est-il appelé à jouer encore un rôle important, mais ce ne saurait être le rôle principal : c'est avant tout le rôle d'un régulateur destiné à contrôler les décisions courantes, à vérifier la réalité de la gestion des entreprises. Mais les principales décisions d'investissement sont de plus en plus macro-décisions tenant compte des transformations techniques susceptibles d'intervenir dans les cinq ou dix ans à venir et qui vont modifier profondément les rapports des coûts, le niveau des prix, en bref les structures mêmes du marché. Dès lors, vouloir réintroduire les notions classiques de rentabilité me semble absurde. Et d'autant plus absurde que c'est toute la conception socialiste de la planification que nous remettrions ainsi en cause.

Une politique socialiste aujourd'hui, c'est une politique qui s'inspire des cinq principes suivants :

— extension du secteur socialisé au détriment du secteur capitaliste ;

— planification démocratique liée à toute une conception de civilisation ;

— restructuration industrielle sous \e contrôle du secteur public ;

— restructuration de l'ensemble de l'appareil du crédit (impliquant notamment la nationalisation des banques d'affaires);

— contrôle de la gestion et expériences de participation à cette gestion.

C'est à partir de ces principes qu'il faut entreprendre l'élaboration du programme commun de la gauche.

Il est évident que ce programme devra être discuté avec l'ensemble des forces politiques et qu'il sera, comme on le dit, le résultat d'un rapport de forces ; mais le rapport des forces, en politique, ce n'est pas seulement le reflet de l'équilibre électoral des précédentes élections législatives. Ce rapport des forces dépend aussi du mouvement des idées, des changements de l'état d'esprit des militants et de l'opinion. Et si la rencontre de Grenoble doit avoir un résultat, c'est bien de faire pencher la balance du bon côté, je veux dire du côté du socialisme.

René BONETY, membre du Bureau

confédéral de la C.F.D.T. :

« Les syndicalistes C.F.D.T. présents au colloque sont dans la même perspective qui était la leur lors des colloques socialistes de 1964. Ils y sont en tant que syndicalistes et en dehors de toute participation à quelque stratégie politique que ce soit.

Habitué à poser ses revendications en terme de « salaires nominaux », le mouvement syndical les pose depuis quelque temps en terme de « pouvoir d'achat » et le colloque les invite à les poser en termes de « niveau de vie » et de « responsabilités » en vue de transformer la société capitaliste.

Une telle approche nous pose certaines questions :

1°) *la planification :* celle-ci pose au syndicalisme les problèmes sous l'angle de la cohérence économique et des choix entre diverses politiques.

Le mouvement syndical peut-il, doit-il insérer son action revendicative dans le cadre de cette cohérence, au sein d'une société socialiste alors qu'il s'y refuse dans la société capitaliste ?

N'y perdrait-il pas son indépendance ?

En fait, élaborant de vastes programmes, c'est trop souvent *de l'extérieur* qu'est imposé au syndicalisme le choix entre diverses de ses revendications.

2)) *La politique des revenus :*

Le syndicalisme condamne la politique gaulliste des revenus.

Cela ne signifie pas - pour la C.F. D.T. - que nous condamnons le principe même d'une véritable politique des revenus.

En réalité, les conditions et les préalables d'une telle politique ne sont pas remplis :

— préalable statistique d'une connaissance de tous les revenus qui pourrait être levé, mais surtout :

— préalable d'une conception différente de la convention collective qui porterait sur les salaires réels et non sur les minima ;

— préalable du pouvoir syndical dans l'entreprise, le patronat en refusant la reconnaissance de l'exercice des droits syndicaux à ce niveau, considérant le syndicat comme un « corps étranger » dans l'entreprise ;

— enfin, préalable d'une conception différente de la démocratie économique et politique, le gouvernement devant accepter de devenir « un co-contractant » situé au même niveau que les partenaires syndicaux si l'on veut écarter toute politique autoritaire des revenus.

Pierre LE BRUN, syndicaliste C.G.T., insiste sur le rapport concernant le Plan et le Marché :

« Lavau a une conception restrictive de la nationalisation, mais aussi du contrôle de l'investissement. Mais ce qui est le plus singulier, c'est ce qu'il propose pour la coexistence du Plan et du Marché et qui est la négation de tout marché.

Je suis largement d'accord avec les trois rapports sur les voies de passage au socialisme (Servet). Mais une réelle politique des revenus doit surmonter une difficulté fondamentale: alors que les revenus salariaux peuvent être prédéterminés, en l'absence d'une, planification très poussée, les revenus non salariaux ne pourraient être contrôlés que par une fiscalité directe efficace.

D'autre part, une politique des salaires devrait être fondée sur un double réseau d'accords :

1) accords de salaires ou conventions collectives ;

2) quasi-contrats entre entreprises et l'État, conditionnés par la conformité des premiers aux objectifs et prévisions du Plan.

L'autofinancement qui se développerait aux dépens des finances publiques et soi-disant au bénéfice des salariés (système Loichot) ne ferait, en fait, qu'accroître leur assujettissement. Il faut mettre en place un contrôle fiscal de l'autofinancement et encourager par la fiscalité l'épargne des travailleurs, par l'intermédiaire d'une caisse nationale des investissements, comparable à l'I.R.I. en Italie.

Les entreprises publiques devraient être le champ privilégié d'expériences de cogestion, donc le résultat serait un élément déterminant pour l'extension des nationalisations.

Au niveau européen, la mise en œuvre d'une planification commune doit être conditionnée par le contenu possible du Plan et les .progrès du mouvement ouvrier européen. En matière internationale, le plus important est la nécessaire rupture avec les entreprises économico politiques du capitalisme nord-américain. Sinon, pas d'avenir socialiste pour la France, ni pour l'Europe. La fermeté à l'égard de l'impérialisme n'est pas moins nécessaire que la fidélité aux principes du socialisme. »

Jean DRU reste attaché à l'analyse marxiste du capitalisme, ce qui le conduit à penser qu'il faut l'attaquer dans ses racines.

« Il est nécessaire pour cela que les travailleurs participent au contrôle de l'économie et du pouvoir politique. Il s'agit de bâtir l'État des travailleurs manuels et intellectuels.

Faut-il une nationalisation d'ensemble ? Ce qui est sûr, c'est un combat sans merci ou la voie choisie par Wilson : on essaie de gagner du temps avec une marge de manœuvre très faible. Mais on se prive du soutien populaire sans gagner les possédants. C'est donc une tentative ou un échec.

Sans attendre le socialisme, il convient d'associer les travailleurs à notre entreprise. Les propositions de Martinet, en ce sens, sont tout aussi réalistes que celles qu'on vante dans ces

rapports.

Il est nécessaire, par ailleurs, de concrétiser nos propositions : modifications profondes du fonctionnement des comités d'entreprise, affirmation de la participation à l'élaboration du plan des travailleurs.

C'est au niveau de l'entreprise que l'intervention du pouvoir populaire sera capitale: Car c'est là que les travailleurs seront réellement associés à la transformation socialiste de la société capitaliste actuelle ; c'est par là que seront homogénéisés les secteurs public et privé. »

Entre deux séances : Pierre MENDES FRANCE, Gilles MARTINET et Serge MALLET

A la fin de la séance, on entend Gilbert MATHIEU qui, lui aussi, se prononce en faveur de certaines appropriations collectives des moyens de production et d'échange lorsque cela apparaît strictement nécessaire. Il note que le champ actuel des entreprises nationalisées n'est pas parfait, il s'en faut de beaucoup, et que leur fonctionnement laisse également à désirer. Après avoir évoqué un certain nombre de problèmes dont celui de la presse qu'il conviendrait de libérer de la puissance de l'argent, il conclut, vivement applaudi, qu'il ne peut pas y avoir de socialisme dans l'entreprise s'il n'y a pas participation à la gestion, même si l'on doit discuter des modalités de cette participation.

Vincent GAUMER, représentant du C.N.J.A., se félicite de la nouvelle attitude de la gauche qui cherche avec réalisme à définir les modalités d'accession au pouvoir :

« L'agriculture, c'est une certitude, a besoin de se transformer et Serge Mallet a été l'élément qui, au sein de la gauche française, a essayé de faire comprendre l'évolution des agriculteurs.

La gauche doit, en effet, se prononcer clairement :

« L'agriculture est-elle un poids mort ou, au contraire, peut-elle être un secteur économique viable ? »

Les socialistes doivent, en particulier, se prononcer clairement sur des problèmes tels que le problème foncier (en essayant de trouver une solution au niveau d'un groupe), le problème du marché, le plan...

Le colloque de Grenoble a posé les problèmes avec réalisme mais il doit aller plus loin et envisager des solutions hardies pour que l'agriculture ne soit pas à l'écart, mais à l'intérieur du socialisme. »

Bernard LAMBERT, responsable d'organisations agricoles de l'Ouest :

« La gauche doit conquérir de nouvelles couches sociales et politiques qui, à l'heure actuelle, restent écartées de ses schémas traditionnels. Elles n'ont donc pas encore trouvé l'expression politique de leur action quotidienne. Ce colloque, par son intérêt en lui-même, et par sa structure, peut amorcer cet élargissement.

Je veux souligner un aspect important des problèmes d'organisation économique posés dans les rapports. L'entrée dans notre pays de groupes géants nord-américains est incompatible avec la volonté de la gauche de pratiquer une politique ouverte des marchés tout en éliminant les monopoles. Ces phénomènes de colonisation, venant d'outre-Atlantique, font que dans l'agriculture, d'ici trois ou quatre ans, les postes-clés (viande, lait, etc.) seront aux mains des U.S.A.

Le pouvoir gaulliste négocie avec ces firmes, leur laisse le champ libre. Il faut laisser les outils valables d'une réplique efficace ; la stratégie de la gauche doit la prévoir.

Mais il nous faut aussi définir une attitude vis-à-vis de secteurs marginaux, c'est-à-dire artisanaux, secteurs qui veulent économiser la phase capitaliste pour créer des structures de type socialiste. Les agriculteurs, par exemple, créent des outils collectifs en détruisant le mythe du chef dans leurs exploitations et font là œuvre utile pour la gauche. Il faut dépasser la défense de l'exploitation familiale, essayer dès à présent de créer des structures socialistes. On pourra gagner par là de nouvelles couches sociales pour, conquérir une majorité de gauche dans le pays. »

Jean BENARD, professeur à la Faculté de Poitiers, revient sur le problème du Plan et du Marché, compte tenu de l'extension du secteur public :

« Malgré la plus grande technicité de réflexion et le dépoussiérage des anciens mythes, il en apparaît de nouveaux dont celui qui consiste à ranger aux accessoires l'extension du secteur public.

Au contraire, cette extension, si elle n'est pas la condition suffisante, reste la condition nécessaire du socialisme, d'une part, dans la

première phase, celle de l'accession au socialisme, qui ne se fera pas dans l'euphorie par suite du sabotage monétaire et économique des capitalistes, des rigueurs de la politique financière nécessaire ; d'autre part, dans la deuxième phase, celui du régime de croisière du socialisme, étape pendant laquelle la planification se fera par l'accord entre les régions, les secteurs de production et l'État.

Quant au problème des relations économiques avec le Marché commun, la seule solution, en cas d'intégration, serait le' développement du secteur public.

Enfin, si l'on ne peut pas envisager la participation des travailleurs à la gestion de l'industrie privée, dans l'État socialiste où les administrateurs des entreprises nationalisées seraient nommés par le pouvoir socialiste, la collaboration des ouvriers et de leurs syndicats serait possible.

Claude BOURDET veut souligner certaines lacunes et contradictions dans les rapports :

« La faible importance donnée à la propriété privée des moyens de production. Si le secteur public n'est pas étendu rapidement, le système des prix opposé détruira les entreprises peu efficientes au seul bénéfice des grands trusts.

Le pouvoir local n'existe que s'il a un support économique. D'où l'intérêt de la municipalisation du sol à bâtir, mais les communes ne peuvent remplir leur mission que si elles ont les moyens : création de banques communales à l'exemple yougoslave. Cela permettrait de répondre aux attaques du capitalisme dans le régime de transition.

En matière internationale, il y a contradiction entre deux rapports, dont l'un dit que le Marché commun doit être conditionnel et l'autre qui considère que la voie européenne est inéluctable.

Il est peut être illusoire de croire à la possibilité d'une Europe socialiste et indépendante des U.S.A. (problème allemand, en particulier). Le Marche commun intégré doit être considéré comme une arme, non comme une nécessité du commerce international.

Le gigantisme n'est pas forcément l'idéal de l'organisation économique et politique. Si le socialisme est possible sur l'Europe, tant mieux. Sinon, il faut se résigner à le faire en France.

Il faut donc peut-être opposer l'idée de confédération à l'idée d'intégration dans le premier temps, ce qui préserve l'avenir.

Ces choix conditionnent l'avenir de l'unité de la gauche. Il faut arriver à ouvrir la recherche sans ségrégation, à tous les niveaux avec le P.C. et la Fédération. »

Claude Bourdet conclut : « Si nous ne choisissons pas cette voie, nous n'avons rien fait pour hâter l'alternative socialiste et Grenoble reste un cénacle de plus. »

On entend enfin Gilbert CURY (Comité de Nancy), Robert COTTAVE (syndicaliste F.O.), Pierre MANIA (Débat Communiste) et André Ferrat (S.F.I.O.).

La dernière partie de la rencontre devait être consacrée aux rapporteurs des commissions. Tour à tour, Maurice Duverger, Pierre Lavau, Robert Fossaert, Daniel Halluin, Georges Servet devaient rendre compte du travail considérable des commissions

Rôle du secteur public et du secteur privé, problème de l'Europe, principes et limites du pluralisme des partis dans un État socialiste et pendant la période de transition avaient dominé les discussions des commissions, tout comme le débat général.

La rencontre n'étant pas un congrès, il ne pouvait s'agir de soumettre les divergences existantes à un vote. Au surplus, la difficulté des problèmes, et leur complexité, ne permettaient pas d'aboutir en quarante-huit heures.

Les travaux, sous leur forme définitive, doivent maintenant être soumis à de nouvelles études et de nouvelles réflexions.

C'est ce que Serge Mallet devait souligner en conclusion des travaux, en affirmant que la rencontre avait permis d'ouvrir des chemins. Et en ajoutant : « Ce n'est pas à partir de la facilité que nous intéresserons les citoyens de ce pays à la politique. »

Il revenait à Pierre MENDES-FRANCE, qui présidait la dernière session, de donner lecture de l'appel (publié par ailleurs) qui fut unanimement applaudi.

Et d'ajouter :

« Ce soir, nous ne concluons pas, nous inaugurons. Les travaux devront être poursuivis. La franchise parfois brutale des débats qui se sont déroulés devant nous, la sévérité et la rigueur même des témoignages qui ont été apportés ici, ont dégagé chez nous tout un optimisme et une joie profonde. Agir ainsi, c'est le seul moyen de sortir la gauche de ses ornières ; nous avons ainsi débordé les problèmes sur le plan de la facilité tactique et superficielle...

...Les confrontations que nous réunirons ultérieurement seront de plus en plus élargies. Malgré des origines, malgré des appartenances diverses, nous ne nous séparerons plus. Jusqu'à maintenant, nous ne distinguions pas bien le chemin qui nous permettrait de sortir des impasses où nous nous sommes trop longtemps débattus. Nous commençons à voir quel est ce chemin. Nous appelons le peuple de ce pays, et surtout sa jeunesse, à prendre en main les affaires qui le concernent. » ,

TRIBUNE
HEBDOMADAIRE PSU DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Spécial Grenoble

Numéro 285
7 mai 1966
Pages 5 à 8

La résolution finale

L'Union de la Gauche est la condition nécessaire pour assurer la relève du régime actuel par un socialisme démocratique et moderne. Mais cette union ne sera réelle et durable que si elle s'appuie sur un programme de transformation sociale.

La Rencontre Socialiste de Grenoble a pour but d'aider la Gauche à élaborer les bases doctrinales qui sont nécessaires à l'établissement de ce programme.

Elle a montré qu'il est possible d'aller au fond des problèmes les plus délicats, à condition de les aborder avec réalisme, sans dogmatisme et en dehors des préoccupations tactiques immédiates.

« L'esprit de Grenoble », c'est d'aborder franchement les problèmes difficiles pour leur apporter des solutions, au lieu de les esquiver ou de s'en tenir à des compromis fragiles.

A cette fin. le Comité d'Initiative favorisera la discussion des travaux de la Rencontre Socialiste de Grenoble dans tout le pays ; il appuiera les initiatives régionales qui iront dans le sens de cette recherche ; il organisera de nouvelles rencontres et de nouvelles confrontations, qu'il souhaite aussi élargies que possible.

Le Comité d'Initiative de la Rencontre Socialiste de Grenoble est convaincu qu'il contribuera ainsi à lever les obstacles qui s'opposent à une unité durable de la Gauche, et à jeter les fondements d'un programme commun.

LA RENCONTRE ET LA PRESSE

Le retentissement des travaux de la « Rencontre Socialiste de Grenoble » ont dépassé les espérances des plus optimistes des membres de son Comité d'initiative. Toute la presse, en effet (à quelques exceptions près), nationale, internationale et grands régionaux, a consacré ses manchettes et de nombreux développements, aux discussions du colloque.

Un événement incontestable, souligné par tous les commentateurs. Sur la suite duquel on peut s'interroger, mais dont l'existence pèsera désormais sur la suite des événements. Pour ceux qui pouvaient en douter, il est incontestable que « l'esprit de Grenoble » servira de référence à tous ceux qui ont participé, avec sérieux, enthousiasme et liberté dans la discussion, à l'ensemble des débats en commission comme en réunion plénière.

Ceci étant dit, deux malentendus sont apparus nettement dans les commentaires de presse.

Le premier concerne tous les articles soulignant le fait qu'aucune décision tactique n'est issue des débats. Il est vrai que le problème des rapports entre les partis ou les organisations de la gauche, dans le cadre des prochaines élections législatives, n'a été abordé par personne. Il ne pouvait en être autrement.

Le cadre même fixé par le Comité d'initiative, supposait en effet que les débats se dérouleraient hors de toute préoccupation tactique. On peut discuter le sens de la démarche, on ne peut reprocher à la rencontre de n'avoir été que ce qu'elle entendait être.

Le deuxième malentendu provient pour l'essentiel de la différence des propos tenus entre les journalistes présents, et ceux qui, n'étant pas à Grenoble, ont appliqué des schémas qui leur font peut-être plaisir, mais qui ne relèvent ni de près ni

de loin, de ce qui a été dit et fait à Grenoble.

Les journalistes présents à Grenoble sont en effet quasi unanimes sur la qualité des travaux et le sens de la rencontre.

Pour Raymond Barrillon dans « Le Monde » : Les participants « attentifs, exigeants, refusant la facilité, se gardant des tentations de la démagogie comme des pièges de l'autosatisfaction, ont incontestablement fait œuvre de démystification ».

Dans « L'Est Républicain », Georges Mamy souligne « qu'on peut ne pas être d'accord avec la finalité socialiste des participants. Il n'en reste pas moins que c'est peut-être la première fois depuis longtemps que l'on voit des gens de gauche en grand nombre, mettre tant d'application à « rompre avec les illusionnismes », selon une expression qui fut employée ».

LE MOT « RENEGAT »

Le Comité d'initiative de la Rencontre de Grenoble avait invité un certain nombre de membres du Parti communiste. La plupart d'entre eux ont fait savoir qu'ils ne pourraient pas assister au Colloque. En revanche, plusieurs membres de l'opposition communiste se sont rendus à Grenoble.

L'Humanité a aussitôt protesté contre la présence de ces « renégats », et il s'est trouvé quelques personnes pour considérer que l'intervention d'opposants communistes à la rencontre était en effet très regrettable.

Cette réaction nous paraît inquiétante. Lorsqu'il s'agit de constituer un front commun de la gauche, les contacts et les discussions doivent nécessairement passer par la direction des partis. C'est ainsi que le P.S.U. a toujours traité avec la direction de la S.F.I.O. et avec celle du Parti communiste, et non avec leurs minorités ou leurs oppositions. Mais lorsqu'il s'agit de rassembler pour un grand débat comme celui de Grenoble — débat qui se situe en dehors de toute option tactique — les hommes les plus capables d'apporter une contribution efficace au renouvellement de la gauche, aucune discrimination n'est acceptable.

Celle que veut introduire le Parti communiste est d'autant plus grave qu'elle s'inspire d'une tradition que toute la gauche voudrait lui voir abandonner : la tradition des excommunications staliniennes. Le mot de « renégat » ne peut s'appliquer qu'à des hommes qui ont trahi leur idéal pour des raisons méprisables. Il est indigne de vouloir l'attribuer à des militants qui ont donné à de multiples reprises des exemples de courage et d'abnégation et qu'aucune attaque ni aucune calomnie n'a réussi à faire changer de camp.

Cette volonté de recherche est également soulignée par Michel Bassi dans « Le Figaro », ou Gabriel Farkas qui écrit dans « France-Soir » : « Un langage nouveau, moderne... où il n'était pas question de tactique d'alliance. Il n'y avait pas trace des jeux des vieux appareils de parti. » On ne peut que regretter dans ces conditions l'articulet hargneux de « L'Humanité » de lundi. Comme l'ensemble de la presse, Laurent Salini, envoyé spécial de « L'Humanité », avait été invité au déjeuner de presse par le Comité d'initiative. Il aurait pu poser, comme ses confrères, toutes les questions. Il aurait vu qu'aucune n'a été éludée. Il a préféré ne pas venir, ce qui lui permettait ensuite de parler d' « ambiguïtés » qui n'existaient que dans sa tête, et notamment sur le problème majeur de la nécessité de l'union de toutes les forces de gauche, mais sur un programme qui en soit un.

Regrettables également les éditoriaux de Jean-Claude Vajou dans « Combat » et de Joseph Barsalou dans la « Dépêche du Midi ». D'autant plus qu'absents de Grenoble, on peut s'interroger sur leurs sources.

Pour Jean-Claude Vajou, en effet, « l'entreprise de Grenoble risque d'être assimilée à une opération de débauchage, illustrant la profondeur du fossé qui séparerait la gauche de ceux qui prennent les coups dans l'engagement immédiat, et ceux qui, plus réfléchis, attendent pour séduire les foules, qu'elles deviennent disponibles ».

Quant à Joseph Barsalou, dans la « Dépêche du Midi », réservé le lundi matin, il devient singulièrement agressif le mardi :

« Les résidus des oppositions de tous les partis, les diviseurs des organisations syndicales, les intellectuels aigris, les donneurs de leçons — combien versatiles — semblent s'être donné rendez-vous, en cette fin de semaine, non pour fortifier la gauche, pour lui donner le sentiment de son unité, mais pour glisser en elle le doute sur ses chances et même sur son bon droit. La lutte contre le pouvoir personnel, qui est le point où la gauche, communistes compris, fait sa synthèse, a même été tournée en dérision, si bien qu'on peut se demander s'il n'y a pas au fond de tout cela un crypto-gaullisme plus redoutable encore pour la gauche que ses divergences de politique étrangère. »

Il suffisait, croyons-nous, de voir l'assemblée de Grenoble pour sentir à quel point ces propos sont déplacés. Pour ce qui est des coups, tous les participants de Grenoble, nous disons bien tous, n'ont guère de leçons à recevoir et ont été partie prenante dans beaucoup de batailles où quelques-uns des donneurs de leçons d'efficacité d'aujourd'hui étaient singulièrement absents.

Pour ce qui est des diviseurs des organisations syndicales ou des intellectuels aigris, nous ne pensions pas que les dirigeants C.F.D.T., F.O.,

C.G.T. et les multiples intellectuels présents méritaient cet affront.

L'éditorial de René Andrieu, dans « L'Humanité » de mardi, et celui de Claude Fuzier dans « Le Populaire », dont on peut ne pas partager les vues, se situent cependant à un autre niveau.

Pour René Andrieu :

« Il ne suffit pas d'affirmer qu' « il n'y a qu'un critère, celui du programme ». Car le programme est indispensable. Mais il risque de demeurer un vœu pieux sans le moyen de le réaliser. Le véritable critère, c'est l'alliance de toutes les forces de gauche autour d'un programme commun. »

Quant à Claude Fuzier dans « Le Populaire », il précise qu'en ce qui concerne la S.F.I.O., sa contribution au programme est constituée par les travaux des 54e et 55e congrès nationaux qui, notamment le premier, ont déjà produit un gros effort de clarification socialiste dans le domaine des actions à court et moyen terme. Nous pensons, en effet, qu'il est plus sage de s'appuyer sur ce qui existe que de vouloir à chaque fois rebâtir le monde, un monde qui par sa propre existence porte en lui-même les acquis du passé, les décisions du présent et les perspectives de l'avenir.

Toute la question tourne effectivement autour des problèmes d'alliance et du programme qui devait en être le support.

Mais se décidera-t-on à comprendre que le contenu de ce programme est vital. Et que les travaux des uns et des autres sont notoirement insuffisants.

Se décidera-t-on également à comprendre que le problème des alliances, sur lequel non seulement le P.S.U., mais la plupart des participants de Grenoble se sont prononcés clairement, ne sera résolu qu'à partir du moment où les lignes de force d'un programme cohérent seront dégagées ?

On peut différer sur l'opportunité de telle ou telle démarche. La question de fond est pourtant là : le critère, c'est le contenu du programme et les forces qui peuvent et veulent le soutenir.

Au niveau des forces précisément, Grenoble aura montré qu'elles sont importantes et décidées.

Christian GUERCHE.

Tribune Socialiste - N° 285 / 7 mai 1966
Pages 5 à 8
Spécial Grenoble